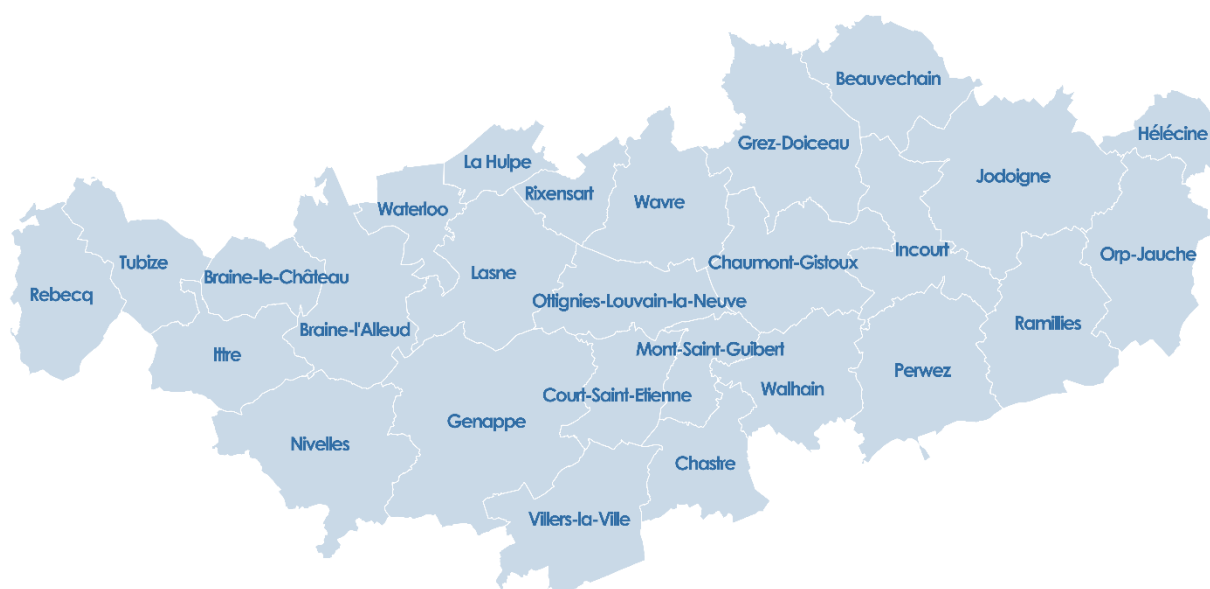


L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE LIÉE AU COVID-19

BASSIN EFE DU BRABANT WALLON

AOÛT 2020



INTRODUCTION

L'année 2020 est marquée par une crise sanitaire mondiale ayant impacté l'ensemble de la population belge. Au mois de mars, toute la Belgique fut confinée. De nombreux secteurs ont dû se mettre à l'arrêt et le travail des partenaires de l'enseignement, de la formation et de l'emploi fut de ce fait bouleversé.

L'Instance Bassin du Brabant wallon a souhaité prendre la « température » auprès de ses partenaires concernant l'impact que la crise sanitaire a pu engendrer, que ce soit au niveau professionnel, organisationnel et sectoriel. L'objectif de ce sondage a été d'identifier les attentes, les craintes par rapport à la reprise des activités et aux changements induits par la crise ainsi que de mesurer le taux de satisfaction face à la gestion de celle-ci sur l'activité professionnelle. La finalité de cette enquête sera pour l'IBEFE de formuler des recommandations futures en accord avec les missions qui lui sont conférées.

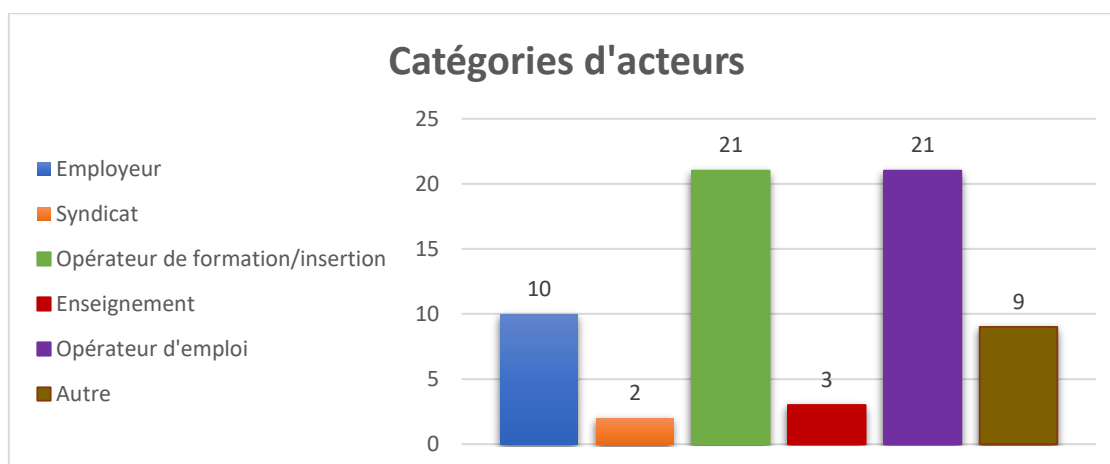
Le résultat de cette enquête prend la forme d'un document scindé en plusieurs parties. Dans un premier temps, une note méthodologique sera rédigée afin de contextualiser les modalités du questionnaire. Ensuite, les résultats obtenus sont présentés au travers d'éléments et de chiffres clés. Au troisième point, plusieurs tendances issues des résultats sont analysées. Enfin, le document se termine par des pistes de travail pour l'Instance Bassin ainsi qu'une collecte des recommandations issues du sondage.

MÉTHODOLOGIE

L'Instance Bassin EFE du Brabant wallon a rédigé une série de questions qui furent compilées dans un sondage en ligne. Ce sondage fut envoyé aux partenaires au début du mois de juin avec un délai de réponses de 2 semaines.

Le questionnaire se scinde en 3 parties. La première concerne la communication de la crise venant des instances diverses (Centre National de Sécurité, Gouvernement fédéral et organismes). La deuxième partie interroge l'impact de la crise sur l'activité professionnelle de nos partenaires. Enfin la dernière partie s'intéresse à l'expérience du télétravail ainsi qu'à l'usage des outils en ligne.

Au terme de ce sondage, l'Instance Bassin a récolté 66 réponses. Dans le tableau ci-dessous nous pouvons voir la répartition en catégories d'acteurs. Nous constatons que la majorité des répondants sont des acteurs de l'emploi, de la formation ou de l'insertion. La catégorie « Autre » regroupe des indépendants, des pensionnés, des travailleurs sociaux ou des acteurs issus du secteur public ou médical.



Les résultats ne sont pas significatifs mais permettent néanmoins de relever des tendances. Ces tendances sont analysées à l'aune des résultats obtenus. Les détails sont consultables en annexe de ce document.

RÉSULTATS ET CHIFFRES CLÉS

Avant de procéder à l'analyse des tendances, quelques résultats et chiffres-clés sont intéressants à mettre en évidence. Ces premiers éléments fournissent une photographie générale de l'état d'esprit des partenaires de l'IBEFE face à la crise sanitaire.

La communication de la crise

Globalement, les communications liées au covid-19 ont été reçues positivement, qu'elles soient en provenance du Conseil National de Sécurité ou de l'organisme dont dépendent les catégories d'acteurs.

La communication du CNS a été perçue comme « plutôt sensée », assez claire et basée sur un apport scientifique. Bien qu'elle ait été régulière, l'information atteint ses limites car elle s'adresse à toute une population, ce qui l'empêche d'aller en profondeur. Pour certains, il fallait alors compter sur les réseaux sociaux et les médias traditionnels qui ont poursuivi le travail pédagogique sur le sujet. Certaines mesures ont été perçues comme contradictoires, particulièrement sur les aspects complexes de la vie quotidienne. Par ailleurs, la communication a également souffert de la gestion de la crise dû à un manque d'anticipation, des changements de stratégies, etc.

Ensuite la communication au sein des organismes s'est organisée de manière variée suivant les catégories d'acteurs. Au niveau syndical, certaines mesures de protection dans les entreprises ont été mises en œuvre et des décisions claires ont pu être appliquées. Pour les employeurs, la communication a été adaptée au personnel et aux situations rencontrées par celui-ci tout en donnant un sens aux mesures mises en place. Dans l'enseignement, les réseaux ont envoyé des explications claires et concises aux établissements. Dans les organismes d'insertion et de formation, des explications claires ont été transmises par mail. Au sein du Forem, il y a eu une communication très fréquente à tous les niveaux : radio d'info, courrier et messages de l'Administratrice générale. Par ailleurs, dans les CISP, l'Interfédé n'a pas pu fournir de communication parfaite car les réponses venant des cabinets ministériels ont été insatisfaisantes. Celles-ci souffrent d'une communication floue et d'informations absentes des réalités de terrain, ce qui donne, pour certains, des indications contradictoires. Enfin, d'autres soulignent la surcharge d'informations dû à la pléthore d'intervenants (FOREM, CNS, Gouvernement fédéral, ONE, ...).

Concernant la communication du Gouvernement fédéral, la réception est plus mitigée. Le Gouvernement semble montrer que la situation est sous contrôle à travers une communication relativement claire et cohérente dans l'ensemble malgré un contexte évolutif et les incertitudes. Malgré tout, le discours politique souffre des tâtonnements liés au contexte politique ainsi que des erreurs commises (masques, testing, respirateur, ...). Selon nos répondants, les décisions sont très peu argumentées. Certains soulignent qu'elles sont orientées « profits », laissant paraître une inégalité entre travailleurs, ouvriers et employés. Le « cafouillage » politique interfère sur le rôle des acteurs en les rendant incapables de fournir des réponses à leur public.

Le sentiment des acteurs

Concernant le sentiment des répondants face à la gestion de la crise et à ses impacts socio-économiques à l'avenir, près de 40 % se sent mitigé. 30 % s'estime inquiet tandis que près de 20 % se dit confiant.

Sentiment face à la gestion de la crise et ses impacts socio-économiques



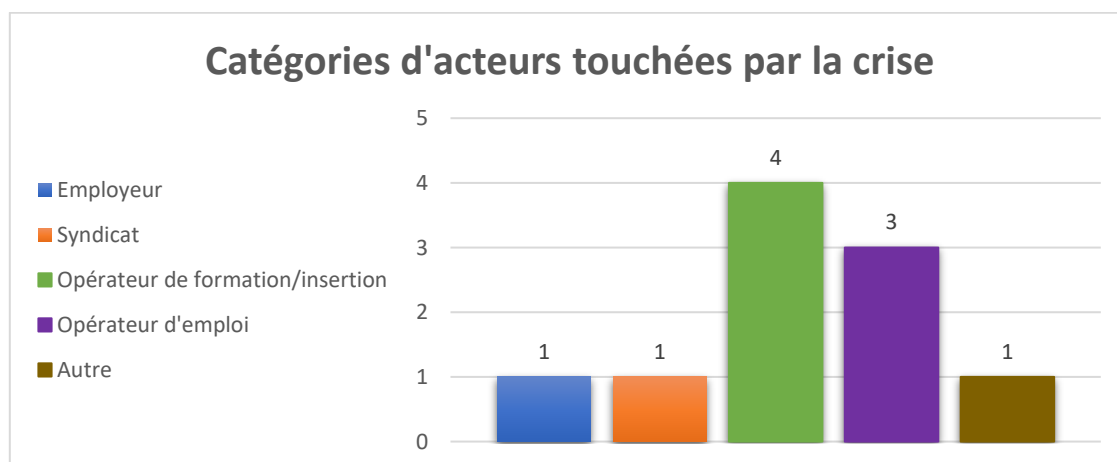
L'inquiétude des partenaires se traduit par une crainte que la reprise économique se fera au détriment du citoyen. Certains redoutent une grave crise sociale qui aura de lourdes conséquences à long terme (risque de chômage massif et destruction de l'économie). Pour les travailleurs en insertion, le risque est que la crise compromette la viabilité de l'ISP via le financement. L'inquiétude règne face aux réformes des APE et du guide des dépenses éligibles. Les lieux d'insertion ou de stage pour des apprenants risquent d'être réduits.

Pour les partenaires confiants, ces derniers, s'ils le restent, sont critiques quant à la reprise des activités. Le chômage, les jeunes sortant des études, l'appauvrissement des plus faibles, etc. sont des éléments auxquels il faut rester attentif et qui requièrent une adaptation tant au niveau individuel qu'au niveau organisationnel. Cette position rejoint celles des personnes mitigées pour qui la crainte reste le sacrifice du public fragilisé. La crainte est qu'il n'y ait pas d'enseignements qui soient tirés et que les « bonnes vieilles habitudes » reprennent.

Enfin, nous avons ensuite mesuré le degré de motivation des acteurs à reprendre un travail présentiel. Celui-ci se mesure sur une échelle de 1 à 5. La moyenne obtenue pour l'ensemble des répondants est de 3,44. L'ensemble des répondants reste relativement confiant concernant cette reprise.

La crise sanitaire a-t-elle interrompu l'activité professionnelle

80 % des répondants n'a pas vu son activité professionnelle interrompue par la crise sanitaire. Nous trouvons, ci-dessous, les catégories des acteurs ayant dû interrompre leurs activités.



Nous constatons que la crise touche pratiquement toutes les catégories d'acteurs mais elle interrompt peu leurs activités professionnelles. Toutefois, son impact existe, nous le verrons dans la section suivante. Notons qu'au moment où le sondage a été diffusé, la moitié des acteurs ont repris leurs activités soit via le télétravail pour des activités où le travail à distance est réalisable, soit via un réaménagement des activités. Quant à l'autre moitié, les activités devaient reprendre en juin ou en juillet.

Pour les répondants ayant poursuivi leurs activités malgré le Covid-19, près de 90 % affirme avoir continué en TAD, que ce soit totalement ou partiellement. Principalement, les réunions se sont organisées en vidéoconférence. Pour certains, le travail s'est fait en alternance entre le travail sur site et le TAD. D'autres ont progressivement retrouvé un travail présentiel au fur et à mesure que la situation s'est stabilisée.

Pour la majorité des répondants, c'est-à-dire près de 70 %, le télétravail présente des avantages indéniables. Le TAD améliore les conditions de travail avec moins de stress, une gestion des horaires plus flexibles et un gain d'autonomie, mais également moins de trajets et un gain de temps lié aux déplacements. L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée s'organise plus facilement même si, pour certains, elle se présente comme une difficulté, notamment en termes de garde d'enfant. Cependant, ce mode de travail demande un investissement matériel personnel et un accompagnement IT énergivore. Par ailleurs, le télétravail ne convient pas aux organismes où le besoin de contacts physiques avec le public est important. Cela concerne particulièrement les opérateurs de formation et d'insertion où l'accompagnement n'est pas possible à distance ainsi que certains secteurs comme l'aide aux personnes par exemple.

ANALYSE DES TENDANCES

Dans cette section, nous proposons une analyse plus détaillée des tendances qui sont ressorties de ce sondage. Nous avons détecté trois thématiques issues des résultats obtenus.

Le télétravail comme nouvel outil

Le télétravail s'avère être la nouvelle forme de travail, près de 70 %, avec davantage de réunions via des outils en ligne. Il gagne en intérêt parmi les partenaires grâce à ces avantages en termes de liberté et d'autonomie. Il se présente comme une solution indispensable pour la sécurité sanitaire mais aussi comme une forme plus respectueuse de l'environnement.

En plus d'être avantageux, le travail à domicile amorce une réflexion sur la pratique mais également sur le métier-même de certains. 82 % trouve, en effet, que l'usage d'outils numériques influence leur vision du travail. Des métiers tels qu'accompagnateur s'en retrouvent particulièrement modifiés. L'obligation de travailler à domicile a permis notamment à des personnes, au départ réticentes, de prendre des distances sur leur pratique et d'amener de nouvelles idées. 63 % trouve l'usage d'applications en ligne avantageux. Certains souhaitent ainsi modifier leur manière de travailler, ce qui demande une réflexion sur les activités qui le permettent. Car si une partie souhaite généraliser le TAD et les outils numériques au-delà de la crise sanitaire, ceci n'est possible que pour des tâches, et des contextes particuliers.

Un élément semble faire défaut dans le TAD et les réunions en ligne : la perte de la relation humaine en présentiel. Des applications telles que Teams, ZOOM, etc. ne remplacent pas des réunions plus longues et plus importantes où les débats sont plus larges et constructifs. La perte du non-verbal, de la spontanéité reste l'inconvénient majeur. La gestion à distance pose des soucis qualitatifs. La présence sur site reste, dans certains cas, le meilleur moyen de joindre son public. Des tâches telles

que l'accompagnement psychosocial en insertion socioprofessionnelle restent indispensables. C'est pourquoi, une telle forme ne peut être utilisée exclusivement mais plutôt en complément. C'est, en effet, d'un avis général que les partenaires souhaitent aller vers une forme mixte et adaptée du travail à domicile.

Toutefois, si le télétravail devait se poursuivre, celui-ci ne pourrait se faire sans une meilleure mise en place du dispositif. Les soucis techniques et le manque de formation aux outils numériques font encore défaut dans certains cas, sans compter le caractère énergivore des formations à suivre. L'équipement matériel personnel (ordinateurs performants, connexion internet, etc.) ont également un coût pour les travailleurs et pour le public.

Si le télétravail est en passe de se généraliser, il requiert une réflexion sur son usage et son dispositif. Les réunions en présentiel et les activités recommencent petit à petit pour certains. À terme, la majorité souhaite arriver à une forme d'alternance entre le travail en présentiel et celui à distance. Pour autant, les activités et la nature des tâches doivent s'adapter pour une majorité des partenaires. La réflexion est donc essentielle pour pérenniser cette nouvelle forme de travail.

Une crise aux impacts inégaux

De manière globale la crise a eu un impact à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'enseignement, de la formation et de l'emploi. L'arrêt de certaines activités, la mise en place du travail à domicile, la démocratisation des outils numériques, etc. ont bousculé le rythme de vie professionnelle et personnelle.

Un impact qui a souvent été mis en évidence parmi les partenaires est la crainte de l'avenir socio-économique. Si le sentiment des partenaires est variable (*cf. supra*), il n'en reste pas moins critique envers la reprise économique. Pour une partie des partenaires, ces derniers se sentent moins vulnérables face à la crise par rapport à leur public ou leur bénéficiaire. Les pertes d'emploi et le risque d'un chômage massif intensifient la dégradation économique, sociale et mentale de ces individus. D'autant que l'impact sera plus fort pour les publics fragilisés où le confinement a mis en évidence la fracture sociale. Certains partenaires redoutent une crise sociale avec de lourdes conséquences sur le long terme.

Ces opinions sont particulièrement présentes dans le secteur de l'insertion socio-professionnelle où le travail d'accompagnement psycho-social est très important. L'avenir des entreprises inquiète et, par conséquent, les lieux d'insertion risquent d'être réduits. La mise en stage pourrait devenir encore plus compliquée et la situation sociale des stagiaires se complexifie. Les inquiétudes augmentent. Dans l'enseignement et la formation, la démoralisation des élèves et des stagiaires se font ressentir.

Cette idée est également partagée au niveau des secteurs. Les impacts ne seront pas les mêmes pour tous les secteurs, certains pourront s'en sortir contrairement à d'autres. Des milieux tels que celui de l'Horeca, du culturel, de l'industrie et du tourisme souffrent. Les indépendants ou les PME sont également plus vulnérables.

Dès lors, certains formulent qu'une reprise ne se fera pas « sans casse ». Certains services redoutent leur disparition si rien ne change. C'est pourquoi, au vu des conséquences redoutées, l'occasion semble être donnée de modifier le système économique, organisationnel et social actuel. Le travail tel que l'accompagnement devrait être priorisé. Celui-ci, tel qu'il a été fait avant la crise doit être recommencé en amont.

Des priorités inégales

Le dernier élément analysé est en lien avec le précédent. Il fait ressortir une inégalité constatée par les partenaires concernant les priorités et le traitement des problématiques liées à la crise sanitaire.

Le discours et la communication des instances sanitaires, politiques et organisationnelles semble mettre en évidence une orientation économique tournée vers le profit, donnant peu d'indications pour les travailleurs, les ouvriers, les employés et le public éloigné de l'emploi et laissant ainsi apparaître une inégalité entre ces derniers. Pour des organismes de l'insertion, Le risque est de compromettre la viabilité de l'ISP. Celles où le résultat est basé sur la mise à l'emploi peuvent craindre pour leur financement. Des inquiétudes apparaissent également à propos des réformes APE et du guide des dépenses éligibles. Au niveau du Forem, certains regrettent qu'une communication ne tienne pas compte des spécificités de certains services et d'une meilleure intégration de celles-ci.

Enfin, certains partenaires déplorent que des secteurs soient complètement oubliés du discours politique. La communication a donné peu ou pas d'explication par secteurs d'activités. Certains sont plus vulnérables que d'autres et des éléments manquent pour les partenaires. Quelles compétences seront attendues et quelles actions devront être mises en place ?

Ces éléments questionnent la viabilité et la pérennité de certains secteurs et activités en lien avec les priorités formulées par le politique. Les partenaires redoutent une confusion, une frustration ainsi qu'une perte de confiance envers leurs services. Ce point est à mettre en lien avec la tendance précédente où c'est au niveau des bénéficiaires que l'impact sera le plus fort.

QUEL RÔLE POUR L'INSTANCE BASSIN EFE DU BRABANT WALLON

Selon nos répondants, l'IBEFE est une plateforme d'information, de sensibilisation et d'échange de bonnes pratiques. Elle constitue un relai entre les différents organismes d'un même secteur. Ainsi, son rôle serait d'assurer les possibilités de coopération, de rassembler les « forces vives » autour d'un débat commun, de mettre en lien les acteurs et de partager le vécu de chaque institution. Plus étroitement avec la gestion de la crise, les répondants recommandent à l'Instance Bassin d'avoir un rôle de coordination afin d'aborder des questions transversales telles que des mesures à mettre en place. L'IBEFE peut se placer comme acteur relai pour aider à rééquilibrer économie et social, uniformiser les décisions et mutualiser les efforts individuels en étant immédiats et impactant.

Toutefois, une telle position doit être claire afin d'éviter le double emploi. Par ailleurs d'autres partenaires insistent plutôt sur le rôle d'observateur plutôt qu'informateur et souhaitent que l'Instance Bassin soit attentive aux secteurs d'activités et à l'impact que la crise aura sur ceux-ci.

QUELQUES RECOMMANDATIONS

L'Instance Bassin a relevé une série de recommandations. Celles-ci portent principalement sur le digital, le numérique et l'organisation du travail.

Voici une liste non exhaustive :

- Développer la culture numérique et le travail orienté projets et transversalité.
- Faire évoluer l'organisation du travail. Encourager le télétravail dans l'administration.
Encourager les réunions et certaines prises de décisions à distance.
- Augmenter le télétravail à hauteur d'un jour par semaine avec un impact écologique, familial, etc.

- Outiller suffisamment les acteurs

D'autres partenaires rappellent toutefois l'importance du présentiel :

- Equiper le cadre de travail (plexis, masques) pour inciter à reprendre les activités en présentiel le plus rapidement possible.
- Maintenir le lien social, les contacts humains et les interactions et s'interroger sur la fracture numérique tout autant que la fracture sociale qui risque de s'approfondir suite à la crise.

Enfin, d'autres répondants insistent sur les risques d'inégalités (inégalités d'accès à l'information, aux outils numériques, aux soins de santé, aux droits sociaux, inégalité scolaire, ...) exacerbés par la crise sanitaire. Plusieurs éléments apparaissent :

- Réouverture des services publics dans les administrations et les CPAS, et mise en place d'un plan ambitieux de lutte contre la fracture numérique.
- Soutien privilégié aux élèves en difficulté scolaire.
- Mettre en œuvre un plan d'action coordonné en matière de connaissance de base en santé. Créer ou soutenir davantage les services de médiations culturelles dans les hôpitaux.

CONCLUSION

Les résultats issus de ce sondage ont révélé une photographie de la situation des partenaires face à la crise sanitaire. Celle-ci a touché tous les niveaux de l'enseignement, de la formation et de l'emploi. Toutefois l'impact est variable selon les activités et les domaines professionnels. Le sentiment général est plutôt positif quant à l'avenir socio-économique mais reste cependant critique.

Les activités professionnelles des partenaires ont rarement été interrompues par le confinement. Si elles l'ont été, elles ont repris depuis le sondage. Le télétravail s'est imposé comme la solution adaptée pour poursuivre le travail professionnel. Toutefois, il n'a pas convenu à tous les secteurs d'activité. Des secteurs tels que l'insertion socioprofessionnelle où le contact humain et l'accompagnement sont primordiaux n'ont pas pu poursuivre pleinement leurs activités principales. Les outils numériques ont toutefois permis de garder le contact entre partenaires à travers les réunions en ligne.

De manière générale, le TAD et les outils numériques ont bouleversé la pratique des activités ainsi que celle des métiers de nos partenaires. Ceux-ci ont particulièrement influencé les modes de travail et ont amorcé une réflexion quant à l'usage de ces outils et la nécessité de les adapter au contexte ainsi qu'à leur public.

La question de la crise continue à soulever des critiques. Son impact semble variable suivant les activités ainsi que les secteurs. L'enjeu est de lancer une réflexion sur l'avenir socio-économique ainsi que les adaptations que les acteurs et partenaires de l'IBEFE doivent développer tant individuellement qu'au niveau organisationnel.

La situation sanitaire continue d'évoluer, l'incertitude règne malgré une reprise progressive. Le sentiment est plutôt mitigé parmi les partenaires mais le regard est porté sur l'avenir des secteurs, des métiers ainsi que du travail d'insertion et de mise à l'emploi.

ANNEXE 1 – QUESTIONNAIRE

Sondage sur l'impact de la crise sanitaire liée au covid-19

Ce sondage de perception permettra :

- d'identifier les attentes, les craintes par rapport à la reprise des activités professionnelles et aux changements induits par la crise liée au covid-19
- mesurer le taux de satisfaction par rapport à la gestion des impacts sur votre activité professionnelle
- formuler des recommandations pour le futur

Section 1

1. Êtes-vous satisfaits des communications reçues concernant cette crise du Conseil National de Sécurité ?

- ☐ oui
- ☐ non

2. Expliquez en quelques mots

3. Êtes-vous satisfaits des communications reçues concernant cette crise du gouvernement fédéral ?

- ☐ oui
- ☐ non

4. Expliquez en quelques mots

5. Êtes-vous satisfaits des communications reçues concernant cette crise de l'organisme dont vous dépendez ?

- ☐ oui
- ☐ non

6. Expliquez en quelques mots

7. Quel rôle pourrait jouer l'IBEFE Brabant wallon dans ce contexte de crise ?

Section 2

Activité professionnelle

8. A quelle catégorie d'acteur appartenez-vous ?

Précisez si vous sélectionnez "Autre"

Sélectionnez votre réponse

- ☐ Employeur
- ☐ Syndicat
- ☐ Opérateur de formation/insertion
- ☐ Enseignement
- ☐ Opérateur d'emploi
- ☒ Autre

9. Votre activité professionnelle a-t-elle été interrompue ?

- ☐ oui
- ☐ non

10. A-t-elle déjà repris ?

- ☐ oui
- ☐ Non

11. Quelle organisation du travail avez-vous dû mettre en place ?

Précisez...

12. Des bonnes pratiques à partager, des difficultés rencontrées ?

13. Quand va-t-elle reprendre ?

14. De quelle manière ?

15. Comment vous sentez-vous à l'idée de la reprise

Inquiet ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ confiant

16. Craignez-vous des difficultés pour la reprise ?

- ☐ oui
☐ Non

17. Précisez les différentes préoccupations rencontrées...

18. Avez-vous reçu un soutien ?

Précisez....

19. Quelles sont vos attentes ?

Précisez...

20. De quelle manière votre activité s'est-elle poursuivie ?

Précisez...

21. Avez-vous des bonnes pratiques à partager ?

Précisez...

Section 3

Les nouveaux modes de travail

22. Le télétravail présente-t-il pour vous plus d'avantages que d'inconvénients ?

Oui ou Non. Expliquez...

23. Cette nouvelle manière de travailler influence-t-elle votre vision du travail à l'avenir ?

Oui ou Non. Expliquez...

24.L'utilisation d'applications (Teams/Zoom/Discord, ...) présente-t-elle pour vous plus d'avantages que d'inconvénients ?

Expliquez...

25.Ces applications influencent-t-elles votre vision du travail à l'avenir ?

- ☐ Oui
☐ Non

26.Pouvez-vous indiquer sur une échelle de 1 à 5 votre motivation à reprendre le travail en présentiel ?

Faible 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ Elevée

27.Face à la gestion de la crise actuelle et ses impacts socio-économiques à l'avenir, vous vous sentez ...

- ☐ Inquiet
☐ Confiant
☐ Mitigé
☐ Autre

28.Précisez...

Section 4

Fin du sondage

29.Avez-vous des recommandations à formuler ?

Par rapport à la veille métiers, à l'organisation du travail, etc.

Réponses

Sondage sur l'impact de la crise sanitaire liée au covid-19

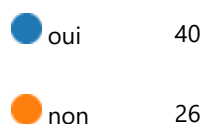
66

Réponses

16:30

Durée moyenne de remplissage

1. Etes-vous satisfaits des communications reçues concernant cette crise du Conseil National de Sécurité ?



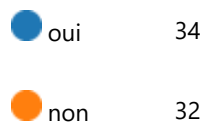
2. Expliquez en quelques mots

50
Réponses

Dernières réponses
"secteurs oubliés"

"Trop de modifications des mesures d'une semaine à l'autre."

3. Etes-vous satisfaits des communications reçues concernant cette crise du gouvernement fédéral ?



4. Expliquez en quelques mots

45
Réponses

Dernières réponses

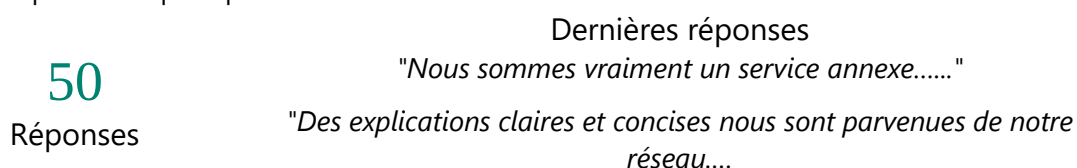
"avec tous nos gouvernements.....qui vous quoi"

"Trop de modifications des mesures d'une semaine à l'autre."

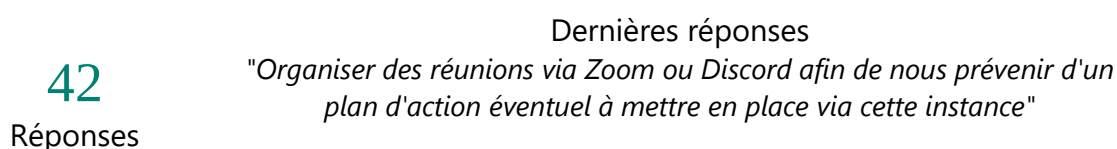
5. Etes-vous satisfaits des communications reçues concernant cette crise de l'organisme dont vous dépendez ?



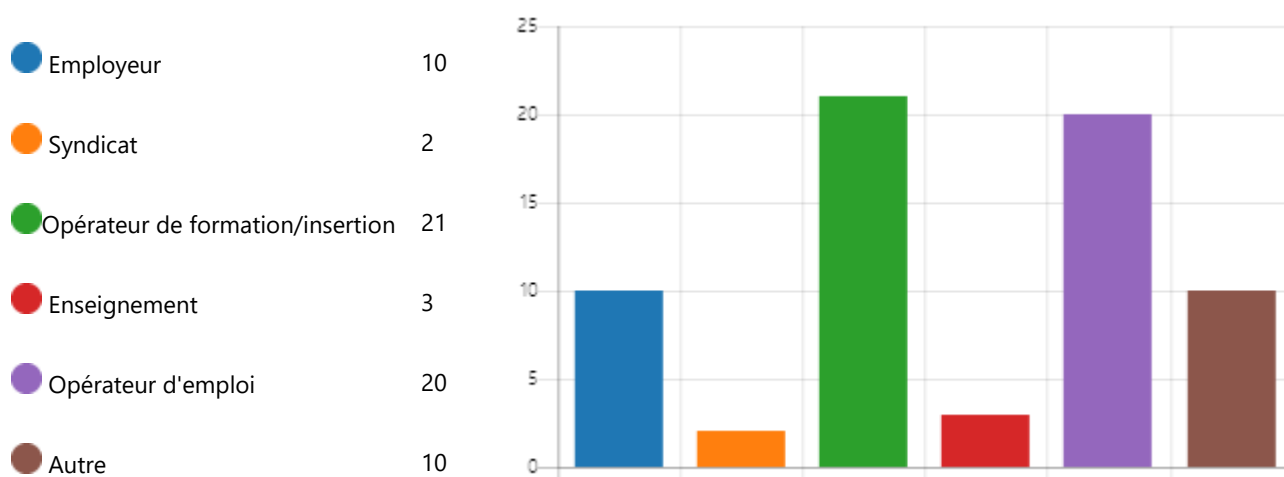
6. Expliquez en quelques mots



7. Quel rôle pourrait jouer l'IBEFE Brabant wallon dans ce contexte de crise ?



8. A quelle catégorie d'acteur appartenez-vous ?



9. Votre activité professionnelle a-t-elle été interrompue ?



10. A-t-elle déjà repris ?

oui 5

non 5



11. Quelle organisation du travail avez-vous dû mettre en place ?

4

Réponses

Dernières réponses

12. Des bonnes pratiques à partager, des difficultés rencontrées ?

3

Réponses

Dernières réponses

13. Quand va-t-elle reprendre ?

2

Réponses

Dernières réponses

14. De quelle manière ?

3

Réponses

Dernières réponses

15. Comment vous sentez-vous à l'idée de la reprise

5

Réponses

3.4

Moyenne

16. Craignez-vous des difficultés pour la reprise ?

oui 2

non 3



17. Précisez les différents préoccupations rencontrées...

2

Réponses

Dernières réponses

18. Avez-vous reçu un soutien ?

3

Réponses

Dernières réponses

19. Quelles sont vos attentes ?

3

Réponses

Dernières réponses

20. De quelle manière votre activité s'est-elle poursuivie ?

Dernières réponses

57

Réponses

"en travail à domicile et sur site si urgence"

"Travail à distance quand a été possible. Travail in situ depuis le déconfinement (18 mai 2020)."

"entre le télétravail et le présentiel"

21. Avez-vous des bonnes pratiques à partager ?

Dernières réponses

35

Réponses

"Mise en place de l'enseignement à distance via la plateforme Moodle et Discord. Document "matière vue" rédigée de façon hebdomadaire par les professeur..."

22. Le télétravail présente-t-il pour vous plus d'avantages que d'inconvénients ?

Dernières réponses

64

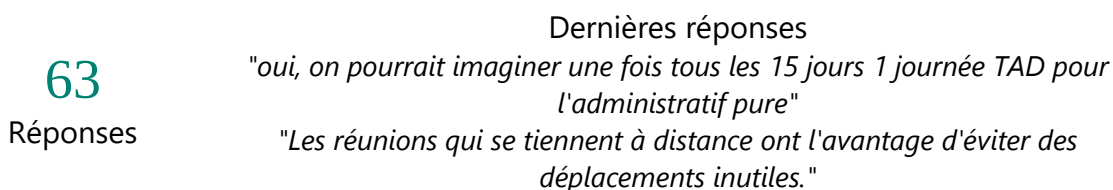
Réponses

"oui, meilleure concentration car pas de dérangement par le public"

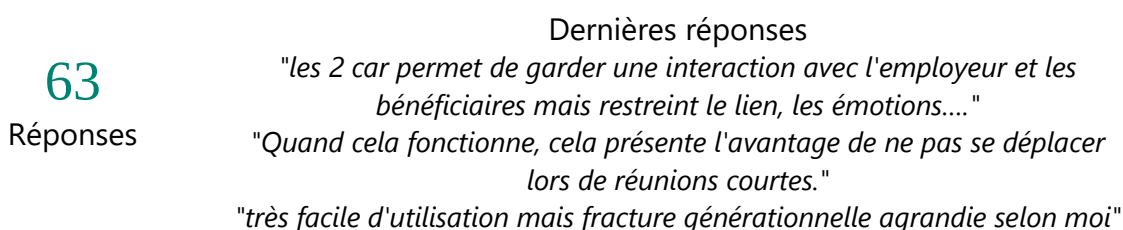
"Il présente l'avantage de moduler son horaire de travail. La charge de travail a été beaucoup plus importante depuis le début de la crise sanitaire."

"oui mais nécessite d'adapter les outils de travail à notre disposition"

23. Cette nouvelle manière de travailler influence-t-elle votre vision du travail à l'avenir ?



24. L'utilisation d'applications (Teams/Zoom/Discord, ...) présente-t-elle pour vous plus d'avantages que d'inconvénients ?



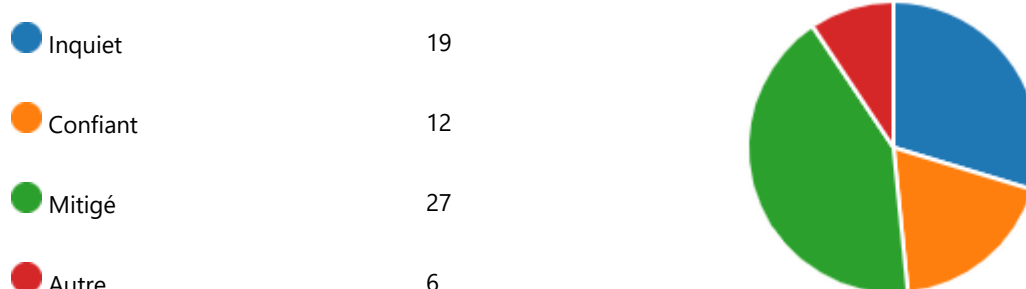
25. Ces applications influencent-t-elles votre vision du travail à l'avenir ?



26. Pouvez-vous indiquer sur une échelle de 1 à 5 votre motivation à reprendre le travail en présentiel ?



27. Face à la gestion de la crise actuelle et ses impacts socio-économiques à l'avenir, vous vous sentez ...



28. Précisez...

46

Réponses

Dernières réponses

*"car l'effet "boule de neige" va seulement arriver"
"Je reste confiante et espère pouvoir organiser les formations en
présentiel dès la rentrée de septembre 2020"*

29. Avez-vous des recommandations à formuler ?

36

Réponses

Dernières réponses

*"une remise en question des secteurs s'impose"
"Solidarité entre les professeurs, une plus grande bienveillance à leur
égard et à celle des étudiants a été plus que nécessaire."*